

Abstimmung – Vote

Für den Antrag
der Fraktionspräsidentenkonferenz 68 Stimmen
Für den Antrag Stucky 56 Stimmen

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

83.004

Zivilschutz. Zwischenbericht**Protection civile. Rapport intermédiaire**

Zwischenbericht des Bundesrates vom 31. Januar 1983 (BBI I, 1333)
Rapport intermédiaire du Conseil fédéral du 31 janvier 1983 (FF I, 1307)

Motion der Kommission des Nationalrates**Zivilschutz. Bundesbeiträge**

In Erkenntnis, dass es nach dem bundesrätlichen Zwischenbericht zum Stand des Zivilschutzes (vom 31. Januar 1983) zur Deckung des Schutzplatzdefizites namentlich in den kleinen Gemeinden öffentlicher Schutzräume bedarf, wird der Bundesrat eingeladen, im Zusammenhang mit der beim Geschäft 81.065, Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen, beantragten Änderung der Zivilschutzgesetzgebung nachträglich noch folgende Gesetzesänderungen einzubringen:

Zivilschutzgesetz (SR 520.1 und Antrag B Aufgabenteilung)

Art. 69a Abs. 1 Bst. b

b. 30 bis 70 Prozent an die Erstellungs- und Ausrüstungskosten für die Anlagen der Schutzorganisationen (Art. 68) sowie für die Ausbildungszentren (Art. 60)

Schutzbautengesetz (SR 520.2 und Antrag B Aufgabenteilung)

Art. 5 Abs. 1

¹ Der Bund leistet unter Berücksichtigung der Finanzkraft der Kantone 30 bis 70 Prozent an die Erstellungs- und Ausrüstungskosten

a. für die geschützten Operationsstellen und Pflegeräume sowie die Notspitäler (Art. 3)

b. für die öffentlichen Schutzräume mit:

1. mindestens 100 Schutzplätzen
2. mindestens 25 Schutzplätzen, wenn sie in Gemeinden oder abgelegenen Gemeindeteilen mit weniger als 200 Einwohnern liegen.

Motion de la commission du Conseil national**Protection civile. Subventions**

Selon le rapport intermédiaire du Conseil fédéral sur l'état de préparation de la protection civile (du 31 janvier 1983), il est indispensable de construire des abris publics notamment dans les petites communes pour diminuer le manque de places protégées. Au vu de cette situation et compte tenu de la modification de la législation en matière de protection civile proposée dans le cadre de l'objet 81.065, Nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons, le Conseil fédéral est prié de présenter, a posteriori, les modifications de loi suivantes:

Loi sur la protection civile (RS 520.1 et proposition B répartition des tâches)

Article 69a, 1^{er} alinéa, lettre b

b. de 30 à 70 pour cent des frais occasionnés par la réalisation et l'équipement des constructions des orga-

nismes de protection (art. 68), ainsi que des centres d'instruction (art. 60).

Loi sur les abris (RS 520.2 et proposition B répartition des tâches)

Article 5, 1^{er} alinéa

¹ La Confédération participe, compte tenu de la capacité financière des cantons, à raison de 30 à 70 pour cent aux frais de construction et d'équipement

a. des centres opératoires protégés et des salles de soins ainsi que des hôpitaux de secours (art. 3)

b. des abris publics comptant:

1. au moins 100 places protégées
2. au moins 25 places protégées, si ces abris sont situés dans des communes ou des parties de communes qui comptent moins de 200 habitants.

Postulat der Kommission des Nationalrates**Zivilschutz. Verbesserung des Ausbaustandes**

Die mit der Vorberatung des Zwischenberichtes zum Stand des Zivilschutzes beauftragte Kommission des Nationalrates hat vom derzeitigen Stand des Zivilschutzes und von den Ausbauperspektiven Kenntnis genommen.

Der Bundesrat wird ersucht zu prüfen, welche Massnahmen unter Mitberücksichtigung der personellen und finanziellen Bedürfnisse auf Bundesstufe zu treffen bzw. den Kantonen und Gemeinden zu empfehlen sind, damit folgende Ziele erreicht werden können:

1. Ausgleich des unterschiedlichen Vorbereitungsstandes, der zwischen den Kantonen und innerhalb der Kantone zwischen den Gemeinden zum Teil noch besteht.
2. Beschleunigen des Ausbaus in der Weise, dass der Sollzustand gegen das Jahr 1995 erreichbar wird.
3. Gezielte Förderung der Ausbildung, insbesondere derjenigen der Kader.

Postulat de la commission du Conseil national**Protection civile. Amélioration de l'état de préparation**

La Commission du Conseil national chargée d'étudier le rapport intermédiaire sur l'état de préparation de la protection civile a pris connaissance de la situation actuelle de celle-ci et de ses perspectives de développement.

Le Conseil fédéral est prié d'examiner, en tenant compte des besoins financiers et en personnel, quelles mesures prendre au niveau de la Confédération et recommander aux cantons et à leurs communes, afin que soient atteints les objectifs suivants:

1. Equilibre de l'état de préparation qui diverge encore en partie entre les cantons et entre leurs communes.
2. Accélérer le développement de telle manière qu'il soit possible de parvenir à l'état recherché vers les années 1995.
3. Encouragement adéquat de l'instruction, en particulier de celle des cadres.

Mme Aubry, rapporteur: Lors des séances du 16 mai à Berne et du 13 septembre à Bienne, notre commission a examiné le rapport intermédiaire du Conseil fédéral du 13 janvier 1983 sur l'état de la protection civile. La commission ne s'est pas seulement contentée d'étudier ce rapport. Elle s'est également rendue sur le terrain, elle a assisté à des exercices d'intervention d'un détachement de pionniers et de sapeurs luttant contre le feu, inspecté des constructions affectées à la protection civile et entendu des exposés du responsable cantonal de cette protection civile, ainsi que de diverses communes récemment soumises à l'obligation de créer des organismes de protection civile. La commission a constaté la clarté du rapport qui démontre la situa-

tion de la protection civile dans notre pays, sans omettre les lacunes qu'elle comporte encore.

Parmi les problèmes soulevés notons, entre autres, qu'il a été fait état de la grande différence de préparation entre les cantons; les cantons ruraux ou à communes ayant moins de mille habitants ont un retard du point de vue des abris et de la préparation de la protection civile. Premièrement les petites communes, en général, n'ont pas eu suffisamment de nouvelles constructions assez vastes pour y loger des abris, d'où leur situation critique actuelle et le retard accumulé. Elles n'étaient pas soumises jusqu'en 1978 – je le répète – à la loi sur la protection civile. Deuxièmement, le manque d'informations au sujet du rôle de la protection civile en cas de catastrophe et en temps de paix. C'est surtout sur la protection de la population en temps de guerre que le rapport insiste. Nous pouvons y ajouter le manque de connaissances au sujet de la protection civile qu'on rencontre dans la population et qui représente une véritable lacune. Troisièmement, l'indépendance de la protection civile par rapport à l'armée. Cependant, il semble que la collaboration dans ce sens pourrait être accrue, particulièrement dans le domaine de l'instruction des cadres ou dans l'achat en commun de matériaux tel que le bois que l'on emploie en grande quantité dans la protection civile. Quatrièmement, la qualité des abris. Quelques inquiétudes aussi sont apparues au sujet des anciens abris et la question de savoir si leur adaptation et leur restauration s'imposaient a été soulevée. Quant aux abris actuels, une des préoccupations de certains commissaires est de savoir s'ils sont efficaces contre la bombe à neutrons, les armes biologiques et l'impulsion électromagnétique. Cinquièmement, on s'interroge aussi au sujet du nombre restreint des femmes qui s'engagent dans la protection civile. Il y en a 20 mille et il en faudrait 100 mille. Mais elles doivent remplir les mêmes tâches que les hommes et ne pas être seulement là pour remplir les vides dans les effectifs. Sixièmement, la date de l'an 2000 pour l'achèvement des tâches de la protection civile semble encore trop éloignée, bien que l'on sache qu'en la rapprochant il en va de l'équilibre des finances de la Confédération, des cantons et des communes. Ces divers points ayant été soulevés, la commission souhaite que l'on construise le plus rapidement possible des abris et des places protégées pour les 1,6 millions qui n'en possèdent pas sur les 6,4 millions d'habitants que compte la Suisse.

Si nous prenons les constatations faites au cours des séances de notre commission, nous en arrivons, en reprenant les points précités, aux recommandations suivantes qui, en grande partie, correspondent à celles du rapport intermédiaire du Conseil fédéral. Premièrement, au sujet des différences de préparation existant entre les cantons afin qu'un déséquilibre ne se crée pas au profit d'un surplus de places protégées dans une région par rapport à une autre, le Conseil fédéral étudie en ce moment la possibilité de remanier l'ordonnance sur les abris. En attendant, les communes doivent aménager et mettre à disposition des locaux adéquats, garages souterrains ou caves, afin que chaque citoyen soit à l'abri en cas de menace grave. Deuxièmement, en ce qui concerne le manque d'information au sujet du rôle de la protection civile, afin d'éviter des impressions négatives ou pessimistes à son sujet, la formation à tous les niveaux doit être intensifiée. On se rend compte que la menace n'étant ni constante ni à nos frontières immédiates, la population n'est ni ouverte ni intéressée aux informations. Il faut donc intensifier l'information et insister sur le rôle que joue la protection civile en temps de guerre ou lors de catastrophe. C'est aussi la tâche de la commune, car elle est la plus proche des citoyens et son rôle serait de les motiver davantage. Dorénavant, la protection civile doit jouer un rôle important en cas de catastrophe, que ce soit la chute d'un avion, des inondations, des avalanches ou la sécheresse. La commission est d'avis que le recours à la protection civile doit être intensifié afin de renforcer la confiance populaire à son égard. Troisièmement, quant aux liens de la protection civile avec l'armée, on sait que la protection civile ne dépend

pas du Département militaire fédéral, mais bien du Département fédéral de justice et police. Il n'y a aucune raison de la militariser, mais il faut insister sur les possibilités de collaboration et de coopération qui existent déjà dans divers domaines et les intensifier. Comme exemple actuel, il y a déjà une coopération dans le service sanitaire coordonné, la protection chimique et atomique et les achats de certain matériel.

Quatrièmement, revenons-en à la qualité des abris, anciens et nouveaux. Il faut savoir que la protection absolue n'est ni voulue ni réalisable, mais qu'il est possible de réduire la mortalité de la population de même que la répercussion des bombes, d'une manière considérable, dans un abri dit conventionnel. La qualité des anciens abris reste bonne en cas d'attaque avec des armes conventionnelles et contre les radiations secondaires. Il va de soi qu'ils ne peuvent assurer une protection efficace contre les armes chimiques ou les pressions d'armes nucléaires, et il serait dangereux de se faire des illusions à ce sujet. Par contre, il faudra aménager ces derniers abris au point de vue de l'aération et des liaisons radio avec l'extérieur. Un système approprié devrait encore être trouvé.

Cinquièmement, si l'on veut obtenir un engagement plus élevé des femmes dans la protection civile, un effort considérable doit être consenti pour la leur rendre plus sympathique et plus attractive. Elles y ont un rôle important à jouer, en temps de paix comme lors d'une menace. Bien qu'étant libres de servir dans la protection civile, alors que les hommes en ont l'obligation, elles doivent avoir la possibilité d'accéder à tous les postes à responsabilités. C'est d'ailleurs le rôle de la commune de motiver davantage et d'intégrer les femmes dans la protection civile. Mais, personnellement, j'ajouterai que la femme devrait prendre cette responsabilité pour les siens tout d'abord, pour son entourage, pour son quartier, mais aussi à l'égard de la défense générale du pays. Elle a une occasion unique de se rendre utile, d'apprendre comment se comporter afin d'aider les autres en cas de catastrophe ou de conflit, que ce soit lors de phénomènes naturels ou de pressions politiques étrangères. N'ayant aucune obligation de servir, elle peut quand même obtenir les mêmes responsabilités et les mêmes grades. Je pense qu'à formation égale avec les hommes, les femmes ne seront pas des «roues de secours» dans la protection civile mais pourront devenir un moteur.

Sixièmement, notre commission en dernière analyse, jugeant la date de l'an 2000 trop éloignée pour achever les tâches de la protection civile, a déposé une motion et un postulat afin d'essayer de la modifier. Par la motion, la commission charge le Conseil fédéral d'intensifier son aide aux cantons financièrement faibles et de recourir, dans ce dessein, à la modulation plus accentuée des subventions accordées au titre de la construction d'abris. Cette motion n'entraînerait vraisemblablement pas de frais supplémentaires pour la Confédération. En l'occurrence, la commission propose de ne pas la traiter aujourd'hui mais lorsque nous examinerons la révision de la loi sur la protection civile, dans le cadre de la nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons. Par contre, par un point du postulat, notre commission demande d'abréger le délai fixé à l'an 2000 et de le ramener à 1995, si les finances de la Confédération se prêtent à cet exercice. L'intensification de la formation des cadres, nécessaires à la protection civile, est également soutenue par ce postulat.

Notre commission a encore pris connaissance de la pétition de la commune neuchâteloise d'Enges et de six autres petites communes de la même région. Ces communes demandent à ne pas être soumises à la loi sur la protection civile. La commission a pris acte de ces pétitions et propose de les rejeter. Elle ne veut pas créer un précédent eu égard à toutes les communes suisses qui ont l'obligation de mettre sur pied un organisme de protection civile. Cette question aurait d'ailleurs dû être traitée par le canton lui-même.

En conclusion, notre commission est satisfaite du rapport intermédiaire qui lui a permis de se rendre compte avec précision de l'état actuel de la protection civile en Suisse et

d'essayer d'apporter les améliorations nécessaires tout en tenant compte – et j'insiste sur ce point – des possibilités financières de la Confédération, des cantons et des communes. Je conclurai, à titre personnel, en précisant que si nous dépensons 180 millions par an pour les tâches de la protection civile, ce qui équivaut à 50 francs suisses par an et par tête d'habitant, c'est une assurance à bon compte que contracte le citoyen du pays face à l'éventualité de catastrophes, de menaces ou encore de conflits internationaux. Cette assurance à bon compte n'est efficace qu'alliée à l'engagement personnel de tous.

Humbel, Berichterstatter: Schützen, retten, helfen oder überleben und weiterleben, das sind die Leitsätze unseres Zivilschutzes. Der Zivilschutz ist ein wesentlicher Teil der Sicherheitspolitik unseres Landes. Ich erachte es als notwendig, dass hier die acht Selbstbehauptungsmittel einmal mehr in Erinnerung gerufen werden. Das sind: Aussenpolitik, Armee, Zivilschutz, wirtschaftliche Landesversorgung, Aussenwirtschaftspolitik, Information, psychologische Abwehr und Staatsschutz.

Für die Verwirklichung der sicherheitspolitischen Ziele setzt die Sicherheitspolitik für unser Land auf diese acht strategischen Mittel, auf die Führungsorgane der Gesamtverteidigung im Bund und in den Kantonen und auf die koordinierten Dienste.

Warum überhaupt einen Zwischenbericht über unseren Zivilschutz? Der Postulant hat in seiner Begründung folgende drei Argumente angegeben:

1. Der Zivilschutz ist im Zwischenbericht des Bundesrates zur Sicherheitspolitik – es geht hier um die Botschaft vom Dezember 1979 – zu kurz gekommen.

2. Es ist vernünftig, nach zehn Jahren des Bestehens einer Konzeption einen Zwischenhalt einzuschalten und zu fragen, wo wir heute stehen – Blick zurück und Blick nach vorn.

3. Der Postulant erachtet es als notwendig, dass unsere Bevölkerung immer wieder auf den Zivilschutz und vor allem auf den Schutz auch bei nichtkriegerischen Ereignissen aufmerksam gemacht und entsprechend informiert wird.

Ziel ist also der Schutz der Bevölkerung in allen Fällen und in jeder Beziehung. Zwei bedeutsame Komponenten des Zivilschutzes sind einerseits der Schutz (Bauten und Anlagen) und andererseits das richtige Verhalten des Menschen. Beim Schutz geht es um die Schutzbauten, die Zuweisung der Schutzplätze und den Bezug der Schutzräume. Bei der Komponente «richtiges Verhalten des Menschen» sind Ausbildung und Information, Einflussnahme auf das Verhalten und auch der individuelle C-Schutz zu erwähnen.

Erst die Ausgewogenheit dieser beiden Komponenten ergibt ein taugliches, funktionstüchtiges Gesamtsystem Zivilschutz.

Zur Arbeit Ihrer Kommission: Sie hat den Bericht an zwei Sitzungstagen in Bern und in Biel eingehend beraten. In Biel wohnten wir Übungen von Kader und Mannschaft bei, besichtigten einen Kommandoposten sowie eine geschützte Operationsstelle. Wir führten auch Hearings durch mit drei Ortschefs von Zivilschutzorganisationen.

Zu Beginn möchte ich auf drei bedeutsame Punkte hinweisen:

1. Wir haben einen föderalistischen Aufbau des Zivilschutzes. Die Hauptträger unseres Zivilschutzes sind die Gemeinden. Hier haben insbesondere die politischen Behörden in den Gemeinden eine grosse Verantwortung.

2. Im Bericht fällt vor allem das grosse Gefälle zwischen den Kantonen beim Stand des Schutzraumbaus auf. Deshalb entstand auch die Motion betreffend Bundesbeiträge an öffentliche Schutzräume.

3. Leider wird der Einsatz des Zivilschutzes bei Katastrophenfällen in Friedenszeiten in diesem Bericht kaum erwähnt.

Auf vier Seiten der Botschaft wird die Bedrohung der Zivilbevölkerung aus heutiger Sicht klar dargestellt. Seit Januar

dieses Jahres, also seit der Veröffentlichung des Berichtes, haben sich die Umstände erneut verändert, das wissen Sie; einerseits findet eine Nachrüstung im Westen und andererseits eine erneute Aufrüstung im Osten statt. Die Vorwarnzeiten werden noch kürzer, was bedeutet, dass die Organisation des Zivilschutzes noch besser und effizienter werden soll.

Ihre Kommission hat die Grundsätze unserer Zivilschutzkonzeption – ich verweise Sie auf die Botschaft, Seiten 39 bis 42 – aus dem Jahre 1971 als noch immer richtig anerkannt und erachtet.

Bauliche Massnahmen: Die Schutzbauten sind das tragende Element unseres Zivilschutzes. Sie stellen auch heute noch eine taugliche Massnahme gegen Bedrohungen aller Art dar.

Material und Ausrüstung: Gewisses Material fehlt noch, auch bezüglich des AC-Schutzdienstes. Es fehlt zum Beispiel die Verbindung zwischen den Kommandoposten der Ortsleitungen und den öffentlichen und privaten Schutzräumen. Hier würde zum Beispiel der Ortsfunk eine grosse Lücke schliessen. Dieser Ortsfunk ist ein wichtiges Mittel der Führung im Zivilschutz.

Die grösste Lücke ist bei der Ausbildung festzustellen.

Information der Bevölkerung: Diese ist gerade heute nötiger denn je. Die Zeitungen berichten relativ häufig. Fernsehen und Radio sollten sich aber vermehrt für den Zivilschutz engagieren.

Zur Mitarbeit der Frau im Zivilschutz: Heute sind erst ungefähr 20 000 Frauen eingeteilt. Es fehlen beim Sollbestand noch 80 000 bis 90 000 Frauen. Hier hätten auch die Frauenverbände eine wichtige Arbeit zu leisten.

Zu den Kontrollen: Der Bund führt gestaffelt und periodisch verschiedene Kontrollen durch, und zwar bezüglich Ernstfalldokumentationen, Personal, Material, Zustand der Anlagen. Die Kantone ihrerseits überprüfen die örtlichen Schutzorganisationen alle vier Jahre.

Vergleich mit dem Ausland: Die Entwicklung des Zivilschutzes im Ausland wird vom Bundesamt aufmerksam verfolgt. Der Zivilschutz hat heute in jedem Land einen strategischen Auftrag zu erfüllen. In baulicher Hinsicht sind Schweden und Israel – neben der Schweiz – führend. Die Zivilschutzorganisationen kommen übrigens in allen Ländern auch bei Katastrophen in Friedenszeiten zum Einsatz.

Zum Postulat der Kommission betreffend Verbesserung des Ausbaustandes unseres Zivilschutzes: Nach der Konzeption von 1971 hätte das Ziel bis 1990 erreicht bzw. die Konzeption bis 1990 realisiert werden sollen. Mit dem Zwischenbericht will der Bundesrat nun die Erreichung dieses Zieles bis zum Jahre 2000 verschieben. Die Kommission ist damit nicht einverstanden, weil der Bericht doch einige «Passiven» beim Zivilschutz aufzeigt. Das Ziel soll nun nach der Kommission bis 1995 erreicht werden. Die Prioritäten sind bekannt: Rasches Abtragen der bestehenden Schutzplatzdefizite, Gewährleistung eines raschen Schutzraumbezuges, Intensivierung der Ausbildung, Vervollständigung von Material und Ausrüstung, aber auch Verwirklichung des C-Schutzkonzeptes. Aus diesen Gründen legt Ihnen die Kommission ein Postulat vor mit dem Titel «Verbesserung des Ausbaustandes». Dieses Postulat hat auch finanzielle Konsequenzen, das wissen wir; aber es gilt nun, die Lücken im Zivilschutz zu schliessen.

Unsere Kommission legt Ihnen auch eine Motion «Bundesbeiträge an öffentliche Schutzräume» vor. Die Querverbindung mit der Kommission unseres Kollegen Kohler, welche die Vorlage «Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen» behandelt, hat geklappt. Wie Sie aus der für die Wintersession verteilten Fahne ersehen können, sind die Anliegen unserer Kommission bereits berücksichtigt. Deshalb müssen wir diese Motion heute nicht behandeln; offenbar kann sie bei der Behandlung jenes Geschäftes in unserem Rat gleich abgeschrieben werden.

Im übrigen wird vom Bundesrat vorgeschlagen, bei der Aufgabenverteilung die Zivilschutzgesetzgebung noch zu ändern bzw. zu ergänzen. Es werden weitere Verbesserungen vorgenommen. Einen wichtigen Punkt möchte ich

hier doch noch erwähnen. Der Bundesrat kann die Ausrüstung der privaten Schutzräume vorschreiben. Es geht hier übrigens um das Postulat unseres Kollegen Bratschi, das wir in der Sommersession 1983 an den Bundesrat überwiesen haben.

Zur Petition der Gemeinde Enges (Neuenburg): Die Gemeinde verlangt mit ihrer Petition vom Januar dieses Jahres unter anderem, für die kleinen Gemeinden echte Erleichterungen bei der Bildung von Schutzorganisationen zuzulassen und den Gemeinden weder Material noch Lebensmittelrationen zu schicken, bevor sie über geeignete Lager verfügen.

Es wurde ein Bericht vom Bundesamt für Zivilschutz einverlangt. Nach Zivilschutzgesetz sind bekanntlich alle Gemeinden organisationspflichtig. Die Kantone können nur in begründeten Fällen und mit Zustimmung des Bundesrates bestimmte Gemeinden auf deren Gesuch hin ganz oder teilweise von der Organisationspflicht befreien. Bis heute wurde in der Schweiz keine Gemeinde von dieser Pflicht freigestellt. Die Gemeinden haben des weiteren das vorschriftsgemässe Material zu beschaffen, auch die für ihre Einwohner erforderlichen Vorräte an besonderer Überlebensnahrung.

Die Kommission beantragt einstimmig, der Petition keine Folge zu geben.

Unsere Kommission dankt: Wir benützen diese Gelegenheit, um allen Mitarbeitern im Zivilschutz auf allen drei Stufen zu danken, angefangen bei Mannschaft und Kader in den Gemeinden bis zu den Instruktoren, den Vorstehern der kantonalen Zivilschutzämter, dem Bundesamt für Zivilschutz mit Herrn Direktor Mumenthaler (der übrigens den Beratungen folgt), den verschiedenen Verbänden, die sich sehr stark für unseren Zivilschutz einsetzen, im besonderen aber auch dem Schweizerischen Zivilschutzverband. Selbstverständlich danken wir Herrn Bundesrat Friedrich und seinem Vorgänger, Herrn Bundesrat Furgler, die es ermöglicht haben, dass dieser Zwischenbericht dem Parlament so rasch zugeleitet werden konnte.

Unsere Kommission stellt Ihnen folgende drei Anträge: Erstens, vom bundesrätlichen Bericht Kenntnis zu nehmen, zweitens, das Postulat betreffend Verbesserung des Ausbaustandes unseres Zivilschutzes an den Bundesrat zu überweisen, und drittens, von der Petition der Gemeinde Enges sei Kenntnis zu nehmen, ihr aber keine Folge zu geben.

Ogi: Der Zivilschutz in der Schweiz hat zweifellos zwei Gesichter: Einerseits ein gutes, ein positives, vor allem dann, wenn man weltweit den Stand vergleicht. Dieser Stand ist bemerkenswert. Er stellt einen wichtigen Beitrag an den Dissuasionseffekt unserer Landesverteidigung dar, bietet er doch 4,8 Millionen Bewohnern Schutz und Überlebenschancen. Weil nicht jede Form der kriegerischen Auseinandersetzung den totalen Atomschlag bedeutet, ist dieser Aufwand, dieser Einsatz lohnend und das Resultat – knappe 20 Jahre nach Erlass des Gesetzes – höchst beachtlich. Allen, die landauf, landab aus dem Zivilschutz eine Mission, ein zweites Evangelium machten und die Botschaft mit Erfolg verbreiteten, sei Dank und Anerkennung ausgesprochen.

Weil aber dieses «Evangelium» nicht überall gleich gut angekommen ist, der zündende Funke nicht überall sprang, ist andererseits das zweite Gesicht des Zivilschutzes in der Schweiz nicht nur ein positives. Es ist ein Gesicht, das auch zu Besorgnis Anlass gibt, eine Bilanz mit negativen Seiten, wie dies im Zwischenbericht des Bundesrates klar zum Ausdruck kommt. In Erkenntnis dieser Sachlage geht es deshalb darum:

1. Die grossen Unterschiede zwischen den Kantonen im Ausbaustand des Zivilschutzes zu reduzieren;
2. Das Manko in Sachen Schutzplätze in den ländlichen Gebieten mit wenig neuen Häusern zu korrigieren;
3. Gezielt die Errichtung von öffentlichen Schutzräumen in finanzschwachen Kantonen zu fördern und

4. Der Ausbildung generell noch vermehrte Beachtung zu schenken.

Zu diesem letzten Punkt, der nämlich auch zwei Gesichter aufweist und «Ausbildung» heisst, möchte ich folgendes unterstreichen:

Positiv erscheint mir der Stand der Ausbildung und die Qualität der Arbeit der kantonalen Führungsstäbe und der Ortschefs. Dasselbe kann jedoch nicht für die Schutzraumchefs und das untere Kader gesagt werden. Dort bestehen zu krasse Unterschiede zwischen einzelnen Kantonen und Gemeinden. Dort hängt zuviel davon ab, ob der Zivilschutz eben ein mit Freude betriebenes Hobby oder bloss Pflichterfüllung des Funktionsinhabers ist. Diese Situation ist auch deshalb beunruhigend, weil – im Gegensatz zur Armee – das vorhandene Material à jour, ja geradezu modern ist. Die anstehende Revision der Militärorganisation auf Bundesebene wird eine Verbesserung der Regelung des Übertritts von Offizieren zum Zivilschutz zur Folge haben. Dies ist positiv. Es bleibt aber zu hoffen, dass das neue Führungspersonal dann auch gut eingesetzt und dessen Potential voll ausgeschöpft wird. Schon ein Oberleutnant der Schweizer Armee hat Führungsqualitäten. Davon gilt es vermehrt zu profitieren.

In diesem Sinne unterstützt die SVP die Motion und das Postulat der Kommission. Sie sagt ja zum Zwischenbericht; sie sagt ja zu den Massnahmen, wie sie für die Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen vorgesehen sind. Die SVP sagt aber nein zu jeglichen Zentralisierungstendenzen im Bereiche des Zivilschutzes; dies wäre konzeptwidrig. Die SVP sagt schliesslich eindeutig Ja zum föderalistischen Aufbau des Zivilschutzes, weil dies der Struktur unseres Staates entspricht und weil er – der Zivilschutz – im wesentlichen vom Bürger an seinem Wohnort getragen wird.

Oester: Die LdU/EVP-Fraktion dankt dem Bundesrat für seinen ausführlichen Bericht über den heutigen Stand des Zivilschutzes. Als Interpellant, der dem Bundesrat vor zwei Jahren sieben nicht durchwegs bequeme Fragen gestellt hat, freue ich mich besonders über die recht deutliche Sprache des Berichtes an die Adresse der säumigen Kantone und Gemeinden. Ein gerechtes Urteil über Leistungen und Versäumnisse, über Musterhaftes und Mangelhaftes im Schweizer Zivilschutz hat von der Tatsache auszugehen, dass der Zivilschutz mit einer grossen Zahl objektiver und subjektiver Schwierigkeiten und Widerstände zu kämpfen hat. Trotzdem sind wir der Meinung, dass Parlament, Bundesrat und Zivilschutzverantwortliche aller Stufen gut daran tun, die in der Öffentlichkeit erhobene Kritik wegen offensichtlicher Unzulänglichkeiten ernst zu nehmen. Damit leisten wir dem Zivilschutz den besten Dienst.

Von der heutigen Debatte, die wir für notwendig und begrüssenswert halten, erwarten wir, dass sie nicht im Kritisieren, nicht im Negativen steckenbleibt. Wenn unser Parlament seine Führungsrolle ernst nehmen will, ist es seine Aufgabe, in die Zukunft zu schauen und aufzuzeigen, was künftig besser gemacht werden muss und wie das geschehen kann. Nicht wenige erwarten von uns positive Impulse. Solche sind dringend nötig. Im Hinblick auf seine erstrangige Bedeutung für die gesamte Bevölkerung leidet der Zivilschutz auch nach seinem 20-Jahr-Jubiläum an einem offensichtlichen Nimbus bzw. Prestigedefizit, hinter dem ein ebenso offensichtliches Informations- und Motivationsdefizit steht. Das können wir heute etwas verringern helfen. Hoffentlich gelingt es uns gleichzeitig, Säumige zu einer schnelleren Gangart zu bewegen.

Wenn uns die Besichtigung von Zivilschutzanlagen der Stadt Biel und die Aussprache mit Zivilschutzverantwortlichen – auch mit solchen kleiner Gemeinden – etwas gelehrt haben, dann das: Auf die Führungs- und insbesondere auf die Motivationsfähigkeit des Ortschefs und auf seine fachliche Kompetenz kommt es an. Wenn es jeder Schweizer Gemeinde gelingt, Männer als Zivilschutzverantwortliche zu finden, wie wir sie anlässlich unserer zweiten Sitzung ken-

nengelernt haben, dann braucht uns um die Zukunft des Zivilschutzes in unserem Lande nicht bange zu sein.

Motivation und Engagement sind das eine. Fachliches Wissen und Können das andere. Auf diesen Punkt hat im Rahmen der Kommissionshearings in Biel der Zivilschutzverantwortliche einer kleineren Gemeinde mit folgenden Worten aufmerksam gemacht. Ich zitiere: «Der Schuh drückt die Ortchefs bei der eigenen Aus- und Weiterbildung und bei derjenigen des Stellvertreters, und das ist eine Aufgabe des Bundes.» Er hat damit den Finger auf einen der wunden Punkte gelegt. Vielerorts kommt noch dazu, dass bei der Auswahl des Ortchefs nicht mit der notwendigen Sorgfalt vorgegangen wird. Man kann deshalb die Anstrengungen des Bundesamtes für Zivilschutz, die Lücke in der Ausbildung fähiger und engagierter Ortchefs bald zu schliessen, nicht genug unterstützen. Wir sind froh, dass das neue Zivilschutzzentrum bei Schwarzenburg bald in Betrieb genommen werden kann. Die Erfahrung lehrt, dass nichts dem Zivilschutz so schadet wie ungenügend ausgebildete oder gar unfähige Ortchefs und Instruktooren. Unsere Fraktion ist deshalb der Meinung, dass, wenn irgendwo nicht gespart werden darf, dann bei der Ausbildung der Kader. Sie bilden das Rückgrat des Zivilschutzes. Daneben ist der zügige Abbau des Schutzraumdefizites in den zivilschutzmässig unterentwickelten Gebieten unseres Landes vorranglich. Unsere Fraktion unterstützt diesbezüglich den Bericht und die Vorstösse aus dem Schosse der Kommission. Mit dem Bundesrat sind wir darin einig, dass die Unterschiede zwischen den Kantonen – 4 Prozent Schutzraumdefizit hier, 56 Prozent dort – und zwischen den einzelnen Gemeinden zum Teil über das Mass hinausgehen, das man als Tribut an den föderalistischen Aufbau des Zivilschutzes noch hinnehmen kann. Wenn stärker differenzierte Subventionierung, vermehrte Information und Motivation der Verantwortlichen nichts fruchten, dann würden auch wir die Setzung von Fristen als unumgänglich unterstützen. Wir legen dabei Wert auf die Feststellung, dass es unter den säumigen Kantonen nicht nur finanzschwache hat.

Eine dritte Schwachstelle im Zivilschutz, die uns Sorgen macht, ist die Ausrüstung der Schutzräume für längeren Aufenthalt. Mancherorts würde die Bereitstellung bzw. Bewohnbarmachung der Schutzräume mehrere Wochen dauern, und das in einer Zeit, in der die Armee mit immer kürzeren Vorwarnzeiten rechnet, wie bereits der Kommissionssprecher gesagt hat. Das ist ein lebensgefährlicher Mangel, ein Mangel, der die Wirksamkeit des Zivilschutzes für den Ernstfall in Frage stellt. Wir halten es deshalb mit dem Zürcher Zivilschutzverband für verfehlt, dass das geltende Schutzbaugesetz (BMG) die Hauseigentümer nicht verpflichtet, für die notwendige Mindestausrüstung bzw. Einrichtung der Schutzräume zu sorgen. Es ist unseres Erachtens Aufgabe der eidgenössischen Räte, das BMG in nächster Zeit entsprechend zu korrigieren.

Abschliessend kann ich feststellen, dass unsere Fraktion alle Massnahmen unterstützt, die geeignet sind, den Schutz der Zivilbevölkerung bei Katastrophen und kriegerischen Ereignissen bestmöglich zu gewährleisten und das Sozialprestige des Zivilschutzes im Volk zu heben. Sie erwartet insbesondere, dass namentlich in den noch stark im Rückstand liegenden Kantonen künftig mit mehr Elan und mehr Verantwortungsbewusstsein ans Werk gegangen wird. Eine vermehrte Zentralisierung von Kompetenzen beim Bund wäre sonst unausweichlich. Ich bin mit Herrn Ogi einverstanden; es wäre konzeptionswidrig, aber eben trotzdem nötig. Die Ausführung von Bundesgesetzen darf nicht im freien Belieben der Kantone liegen. Für Gleichgültigkeit und Saumseligkeit im Bereich des Zivilschutzes ist die Weltlage zu ernst.

Als Interpellant bin ich von den im Bericht enthaltenen und in der Kommission gegebenen ergänzenden Auskünften befriedigt.

Bratschi: Die sozialdemokratische Partei ist für die Landesverteidigung, auch wenn sie ab und zu an ihr Kritik übt. Sie nimmt sich das Recht heraus, auch bei der Landesverteidi-

gung Kritik zu üben, wie sie das bei anderen Geschäften auch tut. Aber die sozialdemokratische Partei ist für die Armee, wie sie für den Zivilschutz ist, weil sie grundsätzlich auch für die Gesamtverteidigung eintritt.

Für uns Sozialdemokraten stehen allerdings die sozialen Probleme im Vordergrund. Ohne gerechte soziale Ordnung gibt es keinen echten Verteidigungswillen. Wenn ein Soldat nicht weiss, wofür er kämpfen muss, wenn er nicht etwas zu verteidigen hat, wofür er sein Leben herzugeben bereit ist, nützen weder Armee noch Zivilschutz etwas.

Der Zivilschutz scheint mir einen hohen Stellenwert in unserer Landesverteidigung einzunehmen. Bedenken Sie, dass 90 Prozent unseres ganzen Volkes in einem Krieg zu Hause bleiben, nur 10 Prozent marschieren in die Armee ab, wenn es eine Mobilisation gibt. Zivilschutz war bis anhin in unserem Lande ein Stiefkind, auch ein Stiefkind unserer Landesverteidigung. Es ist zu berücksichtigen, dass der Zivilschutz das jüngste Kind unserer Gesamtverteidigung ist, und deshalb auch noch viele Mängel aufweist: Kaderfragen. Dann gab es finanzielle Kürzungen auf dem Sektor Zivilschutz hier in diesem Hause während Jahren bei den Sparpaketen. Zivilschutz muss endlich von allen Seiten, auch vom Bund selbst – ich unterstreiche das – ernst genommen werden, sonst können die Gemeinden als Hauptträger des Zivilschutzes ihrer Aufgabe nicht mehr gerecht werden. Was ich jetzt gesagt habe, habe ich nicht aus dem hohlen Bauch gesagt, sondern aus meinem Wissen als Ortschef der Stadt Bern. Ich beantrage Ihnen namens meiner Fraktion, den Anträgen der Kommission zu folgen.

M. Massy: Le groupe libéral a pris acte du rapport du Conseil fédéral sur l'état de préparation de la protection civile du 31 janvier 1983. Tout a été dit, ou presque, sur ce rapport, si bien que mon intervention sera brève.

Ce rapport intermédiaire dresse un bilan exact et varié de l'état de santé de cet organisme, appelé non à défendre, mais à protéger la population civile avec des moyens appropriés pour garantir sa survie. En rattachant la protection civile au Département de justice et police, on a voulu marquer la différence entre les organismes de la protection civile et les troupes combattantes, qui dépendent, elles, du Département militaire fédéral.

Le rapport est clair. Il décrit la situation exacte de la protection civile dans notre pays, sans oublier, hélas, ses lacunes. La situation de la protection civile en Suisse est très diverse. Elle va de la superpréparation de certaines villes alémaniques aux moyens financiers élevés à une méconnaissance presque totale de la chose par les petites communes, rurales en général. Preuve en sont les chiffres des places disponibles, qui diffèrent considérablement selon que l'on considère tel ou tel canton. C'est ainsi que, sur les bords de la Limmat, c'est les 96 pour cent de la population qu'on peut protéger alors que, sur les bords du Léman, seul les 45 pour cent des citoyens sont à l'abri. Les petites communes, qui ne furent soumises à la loi qu'en 1978, doivent faire face à d'énormes problèmes pour combler leur retard. Le Conseil fédéral, heureusement, est en train de remanier l'ordonnance sur les abris afin de réduire l'abîme qui sépare ceux qui ont presque trop d'abris ventilés et ceux qui n'en ont pratiquement pas.

On peut admettre qu'en l'an 2000, tout sera prêt. La majorité de la commission, dans son postulat, aimerait réduire le délai et vous propose de fixer son échéance à l'année 1995, nous autres libéraux voulant rester à l'échéance fixée par le Conseil fédéral.

La protection civile a de gros problèmes à surmonter. Contrairement à l'armée, elle n'a pas de tradition. S'il y a un «esprit» dans l'infanterie comme dans l'artillerie, si la cavalerie, hélas disparue, a su serrer les rangs dans les moments difficiles, l'incorporation à la protection civile d'éléments très divers, dont certains ont déjà accompli leurs devoirs militaires et d'autres n'ont pas accompli de service militaire du tout, fait qu'elle manque d'unité et, souvent, de confiance en elle-même. Le manque de connaissances de la population à propos de la protection civile, dû autant à l'indiffé-

rence qu'au manque d'information, est incroyable et pourtant, cet organisme est appelé à jouer un rôle important, on vous l'a dit, en cas de catastrophe telle que chute d'avion, sécheresse, inondation. Sans vouloir souhaiter des situations critiques, c'est pourtant dans ces occasions-là que la protection civile, abandonnant ses complexes, pourra montrer qu'elle a de la personnalité et qu'elle peut faire beaucoup pour la population de ce pays.

Quant au postulat de la commission sur l'amélioration de l'état de préparation de la protection civile, nous estimons, je l'ai déjà dit, qu'il faut en rester au délai prévu, soit à l'an 2000. Pour ce qui concerne la motion de la même commission visant à la modification de l'article 69, 1^{er} alinéa, lettre b, de la loi sur la protection civile, et de l'article 5, 1^{er} alinéa, de la loi sur les abris, cette question a été tranchée dans le cadre de la nouvelle répartition des charges.

Pour terminer, je dis qu'il faut absolument appuyer les efforts entrepris en vue d'égaliser la réalisation de la protection civile dans toutes les régions du pays et dissiper certains malaises. Il faut, bien sûr, que la Confédération participe à cette réalisation en tenant compte de la capacité financière des cantons. Ce n'est pas parce que certains d'entre eux ont pratiquement terminé l'organisation de la protection civile qu'il faut abandonner à leur sort ceux qui ont pris du retard dans ce domaine, surtout pour des raisons financières.

Au nom du groupe libéral, je vous prie instamment de prendre acte purement et simplement du rapport intermédiaire.

Ruf-Bern: Die Fraktion der Nationalen Aktion und der Vigilants dankt für die Ausarbeitung des Zwischenberichtes zum Stand des Zivilschutzes und stellt mit Befriedigung fest, dass in diesem wichtigen Bereich der Gesamtverteidigung während der vergangenen Jahre grosse Anstrengungen unternommen worden sind, um einen bestmöglichen Realisierungsgrad der Zivilschutzkonzeption von 1971 zu erreichen. All jenen Mitbürgern, die auf Bundes-, Kantons- oder Gemeindeebene seit Jahren Pionierarbeit leisten, gebührt der Dank der Bevölkerung. Die Glaubwürdigkeit der Gesamtverteidigung der Schweiz hängt in hohem Masse von ihrer Dissuasionswirkung ab. Wenn durch optimal vorbereitete Schutzmassnahmen der Zivilbevölkerung ein Überleben ermöglicht wird, reduziert sich die militärische und politische Erpressbarkeit eines Landes massgeblich. Ein neutraler Kleinstaat kann nur dann überleben, wenn er sich wirksam zu verteidigen bereit ist.

Angesichts der weltweit wachsenden Rüstung, vor allem aber in Anbetracht der unverholenen Aggressionsgelüste des Warschauer Paktes gegenüber der freien Welt, kommt einer glaubwürdigen Gesamtverteidigung erste Priorität zu. Mit Deutlichkeit kommt im Zwischenbericht zum Ausdruck, dass der Zivilschutz die Wirkungen auch moderner Waffen auf den Menschen wesentlich verringert oder in vielen Fällen ganz ausschaltet, somit also die Unversehrtheit eines Grossteils der Bevölkerung sicherstellen kann. Angesichts der Bedeutung des Zivilschutzes ist es äusserst dringend, die noch vorhandenen, vom Bericht dargelegten Lücken in verschiedenen Teilbereichen möglichst rasch zu schliessen. Das Manko an genügenden, gut eingerichteten Schutzplätzen sollte nach Auffassung unserer Fraktion unbedingt vor dem Jahre 2000 behoben werden können. Der Viertel der Bevölkerung, vorab in ländlichen Gebieten, der nur über ungenügende oder gar keine Schutzmöglichkeiten verfügt, hat ein Recht auf eine möglichst rasche Behebung des Mangels. Dass dabei die führende Mitarbeit in Gemeinden und Kantonen von entscheidender Bedeutung ist, wird in den unterschiedlichen Anteilen an noch fehlenden Kapazitäten in den verschiedenen Kantonen deutlich.

Die von Bundesrat und Kommission vorgesehenen finanziellen und organisatorischen Massnahmen, namentlich zur Förderung von öffentlichen Schutzbauten in kleinen Gemeinden, erscheinen uns als zwingend erforderlich. Unsere Fraktion wird deshalb das Postulat der Kommission und später ihre Motion unterstützen. Wir sind einig mit der

Kommission vor allem im Wunsch, den Sollzustand an Schutzplätzen bereits bis zum Jahre 1995 zu erreichen. Ähnliche Überlegungen in zeitlicher Hinsicht gelten für die Anlagen der Zivilschutzorganisation und des Sanitätsdienstes sowie für den Materialdienst, also für Teilbereiche, in denen noch grössere prozentuale Lücken zu füllen sind.

Eine Detailbemerkung zum Materialdienst: Den Ausführungen des Kommissionsreferenten deutscher Sprache entnehmen wir, dass man sich der Frage der Lagerung von Zivilschutzmaterial in Gemeinden besonders gewidmet hat. Bereits vor Jahren wurde von unserer Seite gerügt, dass Gemeinden vom Bund Material geliefert bekamen, ohne in baulicher und organisatorischer Hinsicht dafür genügend bereit zu sein. Dadurch entstandene Schäden sollten vermieden werden. Die Organisation des Zivilschutzes, vor allem in kleineren Gemeinden, ist noch ungenügend ausgebaut. Nach unserer Auffassung muss der Bund diesbezüglich dringend bei den Kantonen intervenieren und allenfalls Fristen setzen.

Die fehlenden personellen Bestände von rund 100 000 Frauen können sicherlich teilweise mit Hilfe verstärkter Information und Werbung rekrutiert werden. Eine befriedigende Lösung wäre jedoch unseres Erachtens angesichts des hohen Personalsolls am ehesten durch einen obligatorischen Einbezug der Frauen in die Gesamtverteidigung zu realisieren. Zur Erreichung dieses Zieles bedarf es allerdings entsprechender entschlossener Führungsarbeit des Bundesrates.

Aufgabe des Bundesrates ist es ebenfalls, durch Intervention in den betroffenen Kantonen das noch vorhandene Ausbildungsdefizit zu beheben. Die starken Unterschiede in der Anzahl hauptamtlicher kantonaler Instruktoressen, bezogen auf die Einwohnerzahl, verdeutlichen, nebst den bereits erwähnten Problemkreisen, die Führungsaufgaben des Bundes.

Nach unserer Überzeugung muss die Information der Bevölkerung nicht bloss durch Vorträge und mit Hilfe der Medien, sondern vor allem auch dadurch verbessert werden, dass in allen Kantonen bereits gegen Ende der obligatorischen Schulzeit über Zweck und Möglichkeiten des Zivilschutzes sowie über die bestehenden Gefahren eine umfassende Aufklärung einsetzt.

Es erscheint uns überdies als fragwürdig, ob die kurzfristige Information der Bevölkerung über die einzelnen Schutzplatzstandorte in öffentlichen Anlagen ausreicht. Man sollte unseres Erachtens frühzeitig durch permanent vorhandene Merkblätter in Wohnbauten informieren, soweit die Schutzplatzorganisation funktionsbereit ist.

Gestatten Sie mir eine Schlussbemerkung: Wenn wir gemäss dem Vorschlag der Kommission eine raschere Gangart bei der Realisierung der Zivilschutzkonzeption einschlagen wollen, so dürfen uns allfällige kurz- und mittelfristige Mehrkosten nicht daran hindern. Längerfristige käme eine Beschleunigung sogar einer Einsparung gleich, würde sich doch der Teuerungsprozess in geringerem Masse auswirken. Kurzfristige Mehraufwendungen dürfen uns angesichts der existenziellen Bedeutung des Zivilschutzes für unsere staatliche Unabhängigkeit nicht im Wege stehen. Das vorgesehene Ausbauprogramm bis zum Jahre 2000 betrachten wir in diesem Sinne als ein Minimum; ein schnelleres Vorgehen ist dringend wünschbar.

Die Fraktion der Nationalen Aktion und der Vigilants bittet den Bundesrat um Prüfung ihrer Anregungen. Wir empfehlen Ihnen, vom vorliegenden Bericht mit Dank in zustimmendem Sinne Kenntnis zu nehmen.

Landolt: Seit einiger Zeit ist der Zivilschutz ins Kreuzfeuer berechtigter Kritik geraten. Artikel wie «Malaise um den Zivilschutz» in der «Neuen Zürcher Zeitung» und insbesondere die Inspektionen unserer GPK haben denn auch dazu geführt, dass sogar eine Meinungsumfrage des Bundesamtes bei 1600 Personen durchgeführt wurde. Zu dieser Umfrage hat sich die GPK in ihrem Bericht vom 13. Mai 1982 wie folgt geäussert: «Die Interpretation des Umfrageergebnisses durch das Bundesamt erscheint der Kommission

eher etwas optimistisch.» Es ist zwar verständlich, wenn der vorliegende Bericht festhält, dass in unserem Land zahlreiche Zivilschutzvorkehrungen einen erfreulich hohen Stand erreicht haben und weiter verbessert werden. Diese Feststellung und Anerkennung des Geleisteten dispensieren uns keinesfalls von der Aufgabe, die anstehenden und noch immer ungelösten Probleme klar zu sehen. Wir müssen Mittel und Wege finden, sie zu lösen oder wenigstens in einem erträglichen Rahmen zu halten. Die GPK hat auch ein grosses Wort gelassen ausgesprochen, wenn sie schreibt: «Der optimale Überlebensschutz hängt von der Ausgewogenheit aller Schutzmassnahmen ab.»

Dazu hält nämlich der Bericht des Bundesrates klar und eindeutig fest, dass die Vorkehrungen im Zivilschutz von Kanton zu Kanton und von Gemeinde zu Gemeinde bedeutende und zum Teil ausserordentlich krasse Unterschiede aufweisen. Desgleichen bestehen landesweit riesige Diskrepanzen zwischen den bereitgestellten Schutzräumen und Materialien einerseits und der Organisation und Ausbildung andererseits.

Ein Problem ist in seiner ganzen Breite und Tiefe noch kaum oder erst ausnahmsweise angegangen worden, nämlich die Wirkung radioaktiver Verseuchung, die auch bei Atomunfällen eintreten könnte, und eben die Möglichkeiten, sich dagegen zu schützen, um wenigstens kleinere Schäden zu beheben. Es ist höchste Zeit, sozusagen der letzte Moment, dass wir uns mit den Radioaktivitätsfragen offen befassen – in human- und in veterinärmedizinischer Hinsicht.

Der Direktor des Zivilschutzamtes hat mitgeteilt, dass drei Viertel der Bevölkerung in neu erbauten Schutzräumen Zuflucht finden. Erfreulich ist auch seine Mitteilung, dass 50 Prozent der Organisationsbauten für die Führung des Zivilschutzes und dessen Sanitätsdienst erstellt sind. Aber es ist ausserordentlich bedauerlich, dass nur 60 Prozent der Schutzdienstpflichtigen wenigstens ihre Grundausbildung erhalten haben, denn das heisst doch nichts anderes, als dass die meisten Pflichtigen lediglich ihre Rekrutenschule absolviert haben. Das bedeutet, dass diese Zivildienstpflichtigen zwar eine Ahnung von ihrer Aufgabe haben, aber über absolut keine Erfahrung verfügen. In diesem Zusammenhang darf ich wohl an eine der letzten Verteidigungsübungen, an jene vom 12. bis 15. September dieses Jahres, erinnern. Bei der Übung «Mosaik», an der Herr Mumenthaler, Direktor des Bundesamtes für Zivilschutz, selber teilgenommen hat, hat sich ein aktiver teilnehmender Zivilschutzchef wie folgt geäussert: «Bei der Arbeit zeigte sich dann, dass die Soldaten der Luftschutzkompanie mit viel mehr Routine und auch viel schneller an die gestellten Aufgaben herangingen... Wir waren vom blitzartigen Vorgehen des Militärs beeindruckt, und wir haben da und dort einiges gelernt.»

Aus diesen Feststellungen, sowohl des Direktors des Bundesamtes für Zivilschutz wie des erwähnten Ortsschutzchefs, geht klar hervor, dass in bezug auf Ausbildung und Instruktion noch viel mehr getan werden muss. Wir stellen zwar mit Befriedigung fest, dass in grossen Städten und Kantonen die Ausbildung langsam, aber effizient vorangeht. Ich darf aber nicht verschweigen, dass gerade bei erfolgreichen Schutzorganisationen Ungereimtheiten bestehen. Der vollamtliche und initiative Zivilschutzchef der Stadt Biel ist in der Armee Major und Bataillonskommandant und wird auf den 1. Januar Oberstleutnant. Ich frage mich, wo dieser bestens geschulte Offizier im Ernstfall Dienst tut, in der Armee oder beim Zivilschutz? Ins gleiche Kapitel personeller Ungereimtheiten gehört die Tatsache, dass die Einteilung von jungen, zivilschutzpflichtigen Männern noch zu oft ohne Rücksicht auf ihre zivile Ausbildung oder Tätigkeit vorgenommen wird. Es sind mir Fälle bekannt von Medizinalpersonen, die nicht bei der Sanität, sondern bei den Pionieren oder Übermittlern eingeteilt sind. Festzuhalten ist ebenfalls, dass für Schutzräume von Mehrfamilienblöcken, Grossüberbauungen grosser Dörfer bzw. kleinerer Städte mit Einwohnern über 10 000 immer noch keine Blockwarte bestimmt sind. Ich wohne selber in einem solchen Block, der über einen belüfteten Schutzraum verfügt. Aber wer für diesen Raum verantwortlich ist, weiss keiner der Bewohner. Wer

den Befehl im Ernstfall übernehmen müsste, wer Kontakt zur Ortsführung hätte, das alles ist noch immer unregelt. Dem Bericht des Bundesrates kann ganz deutlich entnommen werden, dass der Zivilschutz in unserer Bevölkerung noch nicht verankert ist. Es bedarf der breitesten und zielgerichteten Information, um die Bevölkerung sehen und wissen zu lassen, wie sich der Zivilschutz auf seine Aufgabe vorbereitet. Es fehlt eindeutig an der praktischen Ausbildung. Was insbesondere bei den dienstpflichtigen Beständen fehlt, sind freiwillige Frauen, die ebenso gründlich auf ihre Aufgabe vorzubereiten und entsprechend auszubilden wären, wie das Herr Kollega Humbel schon mitgeteilt hat. Fortschritte beim Zivilschutz können nur erzielt werden, wenn das bei der Grundausbildung Erlernte mit jährlichen Wiederholungskursen repetiert wird. Unabdingbare Voraussetzung, dass alle Lücken erfolgreich geschlossen werden, ist, dass überall die nötigen Schutzräume erstellt werden. Ohne die Schutzräume bleibt der Zivilschutz nicht mehr als ein Rudiment.

Die Kommission ist denn auch der Auffassung, dass mit der vorliegenden Motion diesem Missstand wirksam begegnet wird. Wir hoffen, dass bis 1995 auch bei den kleinen und kleinsten Gemeinden ihr Schutzraumdefizit abgebaut sein wird.

Leider ist die Frage nach den zusätzlichen Mitteln nicht beantwortet. Trotzdem bitte ich Sie, auch im Namen der CVP-Fraktion, vom Zwischenbericht in zustimmendem Sinne Kenntnis zu nehmen und das Postulat und die Motion an den Bundesrat zu überweisen.

Loretan: Der bundesrätliche Bericht vom 31. Januar dieses Jahres hat im allgemeinen in der Öffentlichkeit eine wohlgefällige Aufnahme gefunden. Derselbe Eindruck herrschte in der nationalrätlichen Kommission vor. Der Bericht stiess aber auch auf Kritiker – auf sehr heftige sogar. Sie warfen dem Bericht Beschönigungen, Schönfärbereien und Missachtung des Faktors Mensch bei der Beurteilung des im Zivilschutz Erreichten vor. Konkret wurde etwa ausgeführt: Der offizielle Zivilschutz, dominiert vom Bundesamt für Zivilschutz, verhafte zu sehr im «Betondenken», klammere sich zu sehr an die baulichen Anlagen, er lege zu wenig Gewicht auf die Schutzraumeinrichtungen, den Schutzraumbetrieb, das Einüben dieses Betriebes, zu wenig Gewicht auch auf die Alarmierung der Bevölkerung, zu wenig Gewicht auf die Verbindung des Ortschefs mit den Schutzrauminsassen – Stichwort Ortsfunk –, und der Bericht sowie die ganze Konzeption und deren Realisierung lege zu wenig Gewicht auf die Schutzvorkehrungen gegen Einsätze von chemischen Kampfstoffen. Die freisinnig-demokratische Fraktion verdankt – in Kenntnis dieser Kritik und in ihrer teilweisen Würdigung – den Bericht und hält folgendes fest:

1. Obschon wir – gesamthaft betrachtet – erst ungefähr bei Halbzeit stehen, hat der Zivilschutz schweizerischer Ordonnanz heute zweifellos eine hohe Bedeutung für die Dissuasions- oder Abschreckungswirkung unserer Gesamtverteidigung. Er garantiert eine glaubwürdige Schutzbereitschaft für den Kriegsfall und trägt – zusammen mit den anderen Instrumenten der Gesamtverteidigung – dazu bei, dass Angriffs- oder Erpressungsaktionen unwahrscheinlicher werden. Er ist in der Lage, die Grosszahl der Einwohner unseres Landes, wenn auch nach Kantonen und Gemeinden unterschiedlich, im Verteidigungsfall wirksam zu schützen und die Basis für das Weiterleben – und das ist entscheidend – zu sichern. Unser Zivilschutz hat in zivilen Katastrophenfällen seine Einsatzbereitschaft schon wiederholt unter Beweis gestellt.

2. Diese günstige Gesamtbeurteilung kann indessen nicht verbergen, dass in ländlichen Gebieten unseres Landes (d. h. in den Gemeinden mit weniger als 1000 Einwohnern, die erst seit 1978 organisationspflichtig sind) bisher wenig oder nichts unternommen worden ist. Das betrifft rund 1200 Gemeinden mit ungefähr insgesamt 500 000 Einwohnern. Zwischen den Kantonen (und innerhalb von Kantonen) bestehen zum Teil sehr grosse Unterschiede im Stand der

Organisationen und der Bauten. Auch bei der Erfassung der Zivilschutzpflichtigen und der auf freiwilliger Basis anzusprechenden Frauen sowie im Ausbildungsstand bestehen nicht zu übersehende Unterschiede.

3. Trotzdem ist an der zivilen Führung und am föderalistischen Aufbau unseres Zivilschutzes, mit den Gemeinden als Hauptträgern, festzuhalten. Es ist keineswegs so, wie das von den Kritikern etwa behauptet wurde, dass das Grundkonzept versagt hätte und falsch wäre. Die Beratungen in der Kommission unseres Rates für diesen Zwischenbericht sowie in der Kommission für die Aufgabenverteilung Bund/Kantone zeigten deutlich, dass bei den Organisations- und Sanitätsbauten sowie bei den öffentlichen Personenschutzräumen der Bund das Schwergewicht entschiedener und deutlicher auf die Kantone und Gemeinden legen muss, die im Rückstand sind; sei es, weil sie erst seit 1978 organisationspflichtig sind, sei es wegen der geringen Bautätigkeit in den letzten Jahren und Jahrzehnten, oder sei es schliesslich wegen finanzieller Schwächen. Das Opfer kleinerer Subventionsansätze ist den Kantonen und Gemeinden, die auf einen baulich und organisatorisch bereits hochstehenden Zivilschutz zählen können, zuzumuten. Sie sind in der Regel auch finanzstark. Hier muss die eidgenössische Solidarität unter den Ständen und innerhalb der Kantone zwischen starken und schwachen Gemeinden besser spielen.

4. Eindeutig in die Verantwortung der Kantone und der Gemeinden – und dies ohne zusätzliche Bundessubventionen – fällt der Bereich der Ausbildung und Führung. Hier muss entschieden aufgeholt werden. Auch kleine Gemeinden können hier mehr leisten; hier sind Mehrleistungen auch relativ einfach zu erbringen. Vor allem die kommunalen Übungen sollten den Teilnehmern mehr und Interessanteres bieten. Sie sollten in den Anforderungen sukzessive gesteigert werden. Grundvoraussetzung für den Erfolg bilden indessen die Ausbildung und die Vorbereitung der Kader, hier ist wiederum die Auswahl und die Schulung des Ortschefs und seines Stabes von zentraler Bedeutung. Er braucht vorab Führungserfahrung, die ihm nur in Übungen mit steigendem Schwierigkeitsgrad vermittelt werden kann. Damit sich der Ortschef vermehrt auf diese seine zentrale Aufgabe der Führung konzentrieren kann, sollte versucht werden, vom Bund aus etwas weniger Papier anzuliefern und etwas mehr Beständigkeit im Gebäude der Gesetze, der Verordnungen und der Weisungen einkehren zu lassen.

5. Des weiteren – und dies ist die letzte Bemerkung aus der Sicht der freisinnig-demokratischen Fraktion – ist entscheidend die bessere Orientierung und Motivierung der Bevölkerung für den Zivilschutz. Bestes Mittel dafür ist eine interessante und abwechslungsreiche Ausbildung. Wenn die Zivilschutzpflichtigen motiviert sind, dann ist es auch die Bevölkerung. Hier müssen sich die Gemeinderäte, die Gemeindepräsidenten hinter den Zivilschutz stellen und sich öffentlich dazu bekennen. Sie müssen den Ortschef entschiedener unterstützen. Die Bevölkerung sollte des weiteren die Gewissheit haben, dass die Schutzräume rasch bezugsbereit gemacht werden können. Das braucht finanzielle Mittel zur Beschaffung der nötigen Einrichtungen. Mit Dachlatten, für deren Zusammennageln und Bereitstellen bis zu sechs Wochen gebraucht werden, können wir nicht mehr weiterfahren. Die Kosten für diese Schutzraumeinrichtungen sollten zwischen den Gemeinden und den privaten Eigentümern – soweit es um private Schutzräume geht – geteilt werden. Das Leben im Schutzraum sollte mindestens ansatzweise geübt werden können. Man sollte Erfahrungen sammeln. Diese Massnahmen brächten den Zivilschutz der Bevölkerung näher und hätten erst noch vorteilhafte Auswirkungen für den Stand der Ausbildung.

Eine Schlussbemerkung: Es wäre angesichts der Finanzsituation des Bundes mässig, nach mehr Mitteln für den Zivilschutz zu rufen. Die heute jährlich zur Verfügung stehenden rund 200 Millionen Franken aus dem Bundesbudget können und sollten aber auch anders, besser verteilt werden. Deshalb sind Motion und Postulat der Kommission richtig; sie sind bereits in die Beratungen und Anträge der

Kommission für die Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen eingeflossen.

Hier haben die Kantone und Gemeinden eine grosse Verantwortung. Man kann nicht immer von der Stärkung des Föderalismus reden, dann aber, wenn man etwas mehr leisten sollte für die Gesamtverteidigung, mit der «hohlen Hand» zum Bund rennen. Ich lehne diese «Übung» ab. Die Hauptaufgabe des Bundes in der Gesamtverteidigung liegt in der Organisation, Ausrüstung und Ausbildung der Armee, wo die Notwendigkeit, sich nach der Decke strecken zu müssen, noch offenkundiger ist als beim Zivilschutz. Wenn und soweit die Kantone und Gemeinden ihre Verantwortung für den Zivilschutz mit dem bestehenden Plafond beim Bund wahrnehmen, unter Ausgleich zugunsten der Schwachen, so entlasten sie den Bund zugunsten seiner Anstrengungen für einen ebenso wichtigen Zweig der Gesamtverteidigung, eben die militärische Landesverteidigung.

Ganz zum Schluss: Zivilschutz ist nie fertig. Wir werden den Zustand des Vollausbaus weder bei den Bauten noch bei der Organisation noch bei der Ausbildung je erreichen. Zivilschutz ist eine Daueraufgabe. Deshalb sind die Diskussionen um den Abschlusstermin – 1990, 1995 oder gar 2000 – etwas mässig und könnten gefährliche Illusionen erwecken. Deshalb bin ich auch dagegen, dass man den Kantonen und Gemeinden Fristen ansetzt. Man sollte zu überzeugen versuchen. Wie es mit den Fristen bei der Realisierung von Aufgaben, die der Bund vorschreibt, steht, wissen wir aus der Debatte über die Fristenverlängerung beim Strafvollzug von Jugendlichen. Ich warne hier vor Illusionen. Ich bitte aber den Bundesrat und die Bundesverwaltung, vermehrt mit Überzeugung und Motivation auf die Kantone Einfluss zu nehmen.

In diesem Sinne nimmt die freisinnig-demokratische Fraktion mit Dank und mit aufbauender Kritik zustimmend Kenntnis vom Zwischenbericht zum Stand unseres schweizerischen Zivilschutzes.

Mme Vannay: Le débat que nous entamons ici sur l'état de préparation de la protection civile va, c'est évident, mettre dans des camps bien distincts et inégaux ceux qui trouvent que l'on ne fait pas assez pour la protection civile, ceux qui trouvent que l'on en fait trop et enfin ceux qui pensent que tout est pour le mieux dans la meilleure des protections civiles possible.

En fait, la protection civile me semble être une question de foi. Certains ont la foi du charbonnier, une foi inébranlable, surtout ceux à qui profitent les milliards de francs déjà investis pour la protection civile et à qui profiteront les 7 ou 8 milliards encore à investir. D'autre part, notre protection civile n'est-elle pas un moyen de dissuasion important en cas de conflit ouvert en Europe? Ne se doit-elle pas de contribuer, en tant que partie intégrante de la défense générale, à la sauvegarde de la paix, ou encore n'est-elle pas très importante pour le moral de la troupe? Le rapport nous l'affirme lorsqu'il précise «... qu'elle crée aussi les conditions psychologiques pour le combat que mènera l'armée. Le soldat doit savoir que dans un conflit armé, les membres de sa famille ont de grandes chances de survie.» Alors bien sûr, on doit croire à la nécessité, à l'importance et à l'efficacité de notre protection civile, surtout si l'ennemi a la politesse de nous avertir avant, pour que nous soyons tous bien abrités quand le moment viendra, s'il a la bonté de placer les points d'explosion là où il n'y a personne, et enfin si la miniaturisation du nucléaire permet aujourd'hui d'espérer mieux que l'holocauste.

D'autres au contraire sont agnostiques, voire complètement athées, ils n'ont pas la foi. Ils savent que certaines bombes, fusées et grenades d'artillerie munies de détonateurs à retardement ne déploient leurs effets qu'après avoir pénétré dans la surface du sol, donc dans les abris. Et le rapport d'ajouter que, «parmi les armes conventionnelles, elles représentent la plus grande menace pour les occupants des constructions de protection». Ils savent aussi, ceux qui n'ont pas la foi, que les armes à grand rayon d'action, les retombées radioactives, les toxiques chimique, les armes à neu-

trons ou biologiques auront raison des civils, même bien rangés chacun dans leur mètre carré d'abri. Ils savent également que les impulsions électromagnétiques mettront en partie hors d'usage les installations des abris qui ressembleront alors à des souricières.

Enfin, des savants, aussi bien de l'Est que de l'Ouest, nous disent que la survie après une guerre nucléaire d'une certaine importance ne sera plus possible. Mise à part l'existence de la radioactivité, la température à la surface de la terre deviendra si basse que la vie végétale et animale sera rendue illusoire. Dès lors, à quoi bon quelques jours de plus dans des abris?

De toute évidence, le rapport que nous discutons aujourd'hui provient des milieux qui ont la foi et l'on doit se placer dans cette perspective-là si on en veut faire l'analyse sinon la critique. Deux choses me frappent plus particulièrement. Mon premier sujet d'étonnement est l'inégalité de préparation en construction et en formation entre les différents cantons. On apprend que les douze cantons dont le manque de places protégées en pour-cent dépassent la moyenne suisse appartiennent soit au groupe à faible capacité financière, soit à celui dont la capacité financière est moyenne. De plus, la plupart de ces cantons sont des cantons frontiers. Certains ont, sur leur propre territoire, une centrale nucléaire ou sont proches de centrales classiques, voire même du surrégénérateur tel celui de Creys-Malville.

A ce constat s'en ajoute un autre, quand même inquiétant. La proportion des personnes astreintes, ayant accompli le service d'instruction qu'exige leur formation, oscille entre 10 et 90 pour cent. Il y a donc retard, voire retard très important, en matière d'instruction et ces carences ont leur corollaire en matière de contrôle des installations existantes, en matière aussi d'aptitude de la population à faire usage de ces installations si besoin était.

Mon deuxième sujet d'étonnement est ce qui n'a pas été dit dans ce rapport. Pourquoi ne trouve-t-on pas un chapitre consacré aux intentions gouvernementales quant à la protection civile? En 1981, des options étaient prises dans le cadre des premières mesures pour une nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons. Des modifications de la loi sur la protection civile et de la loi sur les abris sont proposées qui amènent un désengagement financier de la Confédération de quelque 16 millions de francs par année. Pourquoi ne rien dire ici de ces mesures, alors qu'elles interviendront au moment où les cantons les plus riches seront bien pourvus en places protégées et en formation, et où les cantons faibles auront un urgent besoin de rattrapage? La Confédération se devrait donc d'encourager mieux les premiers responsables, les communes et les cantons; pourtant, elle envisage d'étaler dans le temps la réalisation de la protection civile, elle y consacre moins d'argent, elle rogne sur les crédits de formation comme si l'instruction n'était pas tout aussi importante que la construction. C'est à se demander quelle pourra être l'utilité de ce que l'on ne saura pas utiliser.

Ce n'est cependant pas sans une certaine fierté que, aujourd'hui, ces mêmes autorités voient les pays étrangers s'intéresser de près à notre protection civile. Un journaliste français vient de publier un reportage sur son «étonnant voyage au cœur du gruyère blindé helvétique», sur sa découverte de la Suisse, «cette forteresse enterrée où les architectes de l'apocalypse n'ont rien oublié». Peut-être que, après le chocolat, le fromage, les banques, notre image de marque va s'enrichir d'un nouveau fleuron et permettre d'attirer chez nous des touristes au pays de la protection civile. Cela pourrait inciter notre population et certaines autorités à s'y intéresser un peu plus, elles aussi.

Braunschweig: Ich nehme mit Sicherheit an, dass alle, die in dieser Stunde hier sprechen oder zuhören, in den letzten Tagen den Film «The day after» gesehen haben. Für mich war der erste Eindruck, der auch heute nach 14 Tagen noch gleich und gleich lebendig ist: Ich möchte nach einer solchen Katastrophe lieber in Kansas City – am Orte des Geschehens – tot sein als in der Umgebung mit dem Wissen

überleben, dass ich wahrscheinlich über kurz oder lang ebenfalls und mit grossem Leiden sterben werde. Ich habe festgestellt, dass andere Menschen auf diesen Film sehr ähnlich reagieren. Von diesem Eindruck her habe ich viele Vorbehalte gegenüber dem Zivilschutz, gegenüber diesem Zwischenbericht und seinem Aufruf: wir brauchten mehr Information in unserer Bevölkerung, vor allem objektive Informationen (als ob es das gäbe)!

Zivilschutz – das hat vorhin Kollegin Françoise Vannay sehr deutlich gesagt – ist offenbar eine Frage des Glaubens. Herr Ogi sprach sogar vom zweiten Evangelium, das – wie auch das erste Evangelium – von Missionaren verbreitet werden muss. Da muss ich ganz offen und ehrlich sagen: Ich bin ein Zivilschutzgläubiger. Der Erweckungsprediger des Zivilschutzes, der mich hätte bekehren können, ist bisher nicht aufgetaucht. Ich bekenne mich in aller Offenheit zum «Zivilschutz-Atheismus» – vielleicht wäre Kollege Heinrich Ott in der Lage, dies sprachlich und theologisch korrekter auszudrücken! Allerdings ist dieses zweite Zivilschutz-Evangelium ein Evangelium ohne Hoffnung, wahrscheinlich auch ohne Gott und sicher ohne Reich Gottes, und das scheint mir recht typisch zu sein, auch typisch, dass es hier so unreflektiert gesagt wird.

Dieser Zwischenbericht hat mich erschreckt, speziell durch einen Satz – einen Schlüsselsatz –, wobei der Schlüssel nur zum Schliessen taugt und nicht zum Öffnen. Auf Seite 10, aber auch in der Zusammenfassung (also nicht ein Satz aus dem Zusammenhang herausgerissen), heisst es: «Aus der Sicht des Zivilschutzes beurteilt, hat sich die Bedrohung der Zivilbevölkerung durch Waffenwirkungen seit 1971 insgesamt nicht wesentlich verändert.» Wie Verantwortliche so etwas schreiben können, ist mir schlechterdings unverständlich!

In den letzten zwölf Jahren haben sich die Waffenarsenale in dieser Welt in unglaublicher und dramatischer Weise, auf allen Seiten, qualitativ und quantitativ, vervielfacht. Die militärische Unsicherheit hat mit jedem Rüstungsschritt zugenommen. Das ist heute unbestritten, sogar in unserem Lande unbestritten. Auf der politischen Ebene hat sich die Spannung verschärft und das gegenseitige Misstrauen gesteigert. Ich erinnere an den Mittelstreckenbereich der SS-20. In den letzten Monaten haben gerade in unserem Lande die Befürworter der NATO-Nachrüstung sehr deutlich und immer wieder gesagt: «Wir brauchen diese westliche Antwort auf die SS-20, die auf unser Land gerichtet sind.» Und dann lesen wir im Zwischenbericht, die Bedrohung habe sich für unser Land kaum verändert! Das kann man im Ernst nicht behaupten! Aber eben, wenn man vom Grundsatz auf Seite 40 der Botschaft ausgeht, der Zivilschutz müsse unabhängig vom Kriegsbild sein, dann, ja dann kommt man zu solch verwirlichen Auffassungen! Immerhin schimmert durch, dass die Vorwarnzeit moderner Waffen ganz beträchtlich abgenommen hat, davon hat auch Herr Humbel gesprochen. Ich habe mich dabei erinnert, wie wir früher einmal in der Schule den Dreisatz lernten. Nämlich: so und so viele Arbeiter braucht es, um die S-Bahn in acht Jahren zu bauen; wenn wir die Zahl der Arbeiter verdoppeln, dann sind es nur vier Jahre, und wenn wir noch mehrmals verdoppeln, könnten wir die S-Bahn in einer halben Stunde bauen! Genau so logisch und unsinnig scheint es mir, wenn man sagt, die Vorwarnzeit habe sich ganz wesentlich verkürzt, also müssen wir die Organisation des Zivilschutzes verbessern, die Leute noch etwas rascher und frühzeitiger aufbieten, dann können wir der Gefahr rechtzeitig begegnen. Hier muss ich einwenden: Wenn es nur noch um Minuten geht, sind uns absolute Grenzen gesetzt, die wir einhalten müssen, und davon müssen wir Kenntnis nehmen. Wenn wir wirklich diesen Vorwarnzeiten gerecht werden wollen, dann müssen wir die Zivilschutzorganisation zu einem Zeitpunkt in Betrieb setzen, da es mit Sicherheit zu Panik führen würde. Haben die Berichtersteller diese psychologischen Grenzen nicht gespürt?

Ich würde diese Überlegungen sehr gerne ausführen, aber die Zeitbeschränkung erlaubt dies nicht. Sie wünschen ja gerade in diesen Fragen keine Kritik und keinen Dialog, Sie

wünschen nur Selbstbestätigung und Selbstbeweihräucherung!

Ich schliesse deshalb unter Weglassung der Begründung. Ich gebe offen und ehrlich zu: Ich habe Angst, nicht eine unbewusste und lähmende, sondern eine bewusste und aktivierende Angst. Jene, die sagen, sie hätten keine Angst, verdrängen die Angst. Sie kommt dann anderswo heraus in Form von Resignation und Intoleranz. Wir haben das in den letzten Wochen erlebt, als die Zivilschutzverantwortlichen in Zürich nicht einmal zu einem Podiumsgespräch mit Kritikern und Gegnern des Zivilschutzes bereit waren.

Diese Unsicherheit ist die Frucht der verdrängten Angst. Demgegenüber steht eine bewusste und aktivierende Angst, alles zu geben, um den Krieg zu verhindern, dafür weniger Kraft, weniger Phantasie, weniger Geld dem Zivilschutz!

Mme Aubry, rapporteur: Je constate que les groupes sont unanimes à reconnaître la qualité du rapport et surtout la nécessité d'accélérer la mise sur pied de la protection civile, là où elle a encore un certain retard, cela particulièrement en ce qui concerne les abris protégés. Il faut savoir également niveler les différences entre les cantons ruraux et ceux à majorité urbaine. Il faut surtout améliorer la formation des responsables et des cadres. A ce sujet, nous traiterons, en mars prochain, le message sur la modification de l'organisation des troupes et, dans cette optique, si celui-ci est accepté, le Conseil fédéral aura la possibilité de détacher des officiers, dès l'âge de 50 ans, comme instructeurs au niveau de la protection civile, ce qui a son importance.

Un seul groupe refuse de ramener la date de l'an 2000 à 1995, c'est le groupe libéral. Cependant, il y a là une nécessité que chacun a constatée et nous devons activer la protection civile en ramenant son achèvement à 1995. Des lacunes de l'information à la population ont également été constatées, c'est un point crucial, mais je crois qu'il ne faut pas, dans ce cadre, se situer sur le plan de la Confédération, mais bien sur celui des communes, celles-ci étant beaucoup plus proches des citoyens. D'autre part, il faut aussi souligner que la motivation n'est pas suffisante.

Cela dit, je voudrais répondre à deux orateurs qui ont parlé en leur nom personnel. Madame Vannay, vous doutez de la protection civile, c'est votre droit quand on habite un canton comme le Valais qui, lui, a peu d'avance dans ce domaine de par sa structure rurale. Mais je voudrais vous dire que si nous ne construisons pas d'abris, cela me ferait penser à la personne qui, en temps de pluie et d'orage, sort sans parapluie, prend des risques et, si la tempête se déchaîne, se fait «tremper». D'autre part, vous mélangez très allégrement la défense générale avec les problèmes nucléaires, le nucléaire en temps de guerre et les centrales nucléaires qui sont tout autre chose. A ce propos, je préfère – comme l'a relevé un journaliste français – le «gruyère blindé helvétique» que devoir vivre dans un pays insouciant sans pouvoir se protéger lors d'une attaque ou d'un conflit.

Monsieur Braunschweig, vous avez choisi l'exemple le plus effrayant, le sujet du film «The day after» que je n'ai pas eu l'occasion de voir. Je voudrais toutefois vous rappeler qu'il s'agit d'un film de science fiction qui a effrayé beaucoup d'Américains, mais que le gouvernement des Etats-Unis a pris ses responsabilités pour rassurer la population. Il y a des cinéastes qui ont beaucoup d'imagination, et si ce film préfigure le monde d'après l'an 2000, il y a de quoi être effrayé. Or, je pense que la protection civile, dont vous vous amusez, a un rôle de missionnaire et qu'il en faut pour les «athées» de la protection civile. Et j'aimerais vous rappeler que beaucoup de gens consacrent leurs loisirs, leur idéal pour le bien de ceux qui sont de faux missionnaires, pour tous les athées de la protection civile!

Je vous rappelle qu'un seul groupe refuse de ramener la réalisation de la protection civile de l'an 2000 à 1995 et je vous demande, au nom de la commission unanime, d'approuver ce rapport.

Humbel, Berichterstatter: Es wurde im allgemeinen positive und aufbauende Kritik geübt; das ist richtig so. Es wurde

gesagt, dass der Zivilschutz eine Daueraufgabe unserer Gemeinschaft ist, das trifft auch zu. Er ist auch eigentlich ein «Dauerreisser» in unserem Parlament. Wenn wir die letzte Amtsperiode verfolgen, so sind fast 30 parlamentarische Vorstösse zu diesem Gegenstand eingereicht worden.

Ich beschränke mich auf wenige Themen, die Kollegen hier aufgeworfen haben. Mit Kollege Ogi hoffe ich, dass die Änderung der Militärorganisation bald vollzogen werden kann, damit eben neue Kräfte für den Zivilschutz freige-macht werden können.

Herr Kollege Oester hat sich zur Stellung des Ortschefs geäußert. Das ist der entscheidende Punkt – Sie haben das richtig erklärt: Der Ortschef muss führen, begeistern und motivieren können. Beispiele reissen mit, und ich glaube, wenn wir überall fähige Ortschefs haben, dann geht es mit dem Zivilschutz auch in den Gemeinden aufwärts. Wir sind ja in der glücklichen Lage, in der Person von Kollege Bratschi einen Fachmann in unserem Rat zu haben. Er ist Ortschef der Stadt Bern, er kennt die Schwachstellen und weiss von der vordersten Front zu berichten.

Mit den Kollegen Massy und Landolt gehe ich einig, dass der Zivilschutz leider noch keine so grosse Tradition hat wie unsere Armee. Wir feiern ja jetzt das 20jährige Bestehen. 20 Jahre besteht ein moderner Zivilschutz; früher, in den dreissiger Jahren, sprach man ja nur vom sogenannten passiven Luftschutz. Dagegen bin ich mit Kollege Massy gar nicht einig, wenn er nun unser ehrliches und gutgemeintes Postulat bekämpfen will. Ich frage Sie, Herr Massy: Wollen Sie tatsächlich, dass der optimale Schutz unserer Bevölkerung um weitere fünf Jahre hinausgeschoben wird? Es geht ja um den Schutz der Menschen, unserer Familien, das steht doch an oberster Stelle!

Zu Kollege Ruf: Er hat das Problem der Materialbeschaffung und Materialzuteilung aufgeworfen. Das Bundesamt für Zivilschutz ermittelt zusammen mit den Kantonen das Material, das für die Sicherstellung des Schutzes der Bevölkerung und für eine zweckmässige Ausrüstung der Zivilschutzorganisation der Gemeinden notwendig erscheint. Für die Beschaffung muss das Material nach Prioritäten geordnet werden. Für deren Festlegung sind verschiedene Kriterien (wie Bedeutung, gleichmässiger Ausrüstungsstand, Beschaffungsreife und Möglichkeit der Verwirklichung innerhalb des Finanzrahmens) massgebend.

Zu Kollege Landolt: Gemäss den bestehenden Vorschriften können Ortschefs auf Gesuch hin von der Dienstleistung in der Armee dispensiert werden. Viele Gemeinden haben von dieser Möglichkeit Gebrauch gemacht. Es gibt Fälle, wo diese Frage noch nicht geregelt ist. Hier muss der Kanton als Aufsichtsbehörde eingreifen. Die Stellvertretung des Chefs und aller Verantwortlichen muss natürlich auch im Zivilschutz geregelt sein.

Kollege Loretan hat mir aus dem Herzen gesprochen, wenn er das Thema Ortsfunk zur Diskussion stellte. Die Verbindung zwischen der Ortsleitung und den Schutzräumen besteht noch nicht. Die Radio-Kriegsversorgung wird hier nicht genügen; der Ortsfunk muss realisiert werden. Leider hat nun der Ortsfunk nicht erste Priorität. Vielleicht müssen wir hier bald die Prioritäten anders setzen.

Zu Frau Vannay: Sie haben mich eigentlich sehr enttäuscht, als Sie bei den Schutzräumen von «Mäusefallen» sprachen. Vergleichen Sie doch einmal mit dem Ausland. Dort werden ähnliche oder gleiche Anlagen gebaut. Das trifft auch zu bei Material und Ausrüstung. Macht man es denn auch im Ausland falsch? frage ich Sie.

Zu Herrn Braunschweig: Schauen Sie doch in die Oststaaten, Herr Braunschweig. Dort wird auch intensiv Zivilschutz betrieben, vielleicht noch intensiver als bei uns. Sie denken beim Zivilschutz immer an den Krieg. Sie müssen doch auch an Naturkatastrophen, an technische Katastrophen denken. Für diese Fälle haben wir den Zivilschutz eben auch nötig. Ich habe übrigens eine Liste von Einsätzen, wo der Zivilschutz Erfolge aufweisen kann. Ich werde Ihnen nachher diese Liste geben. Ich hoffe, dass Sie – wie auch Frau Vannay – doch auch bald zu «Zivilschutzgläubigen» werden. Sie müssen eben – das möchte ich noch erwähnen – die

entsprechende Literatur lesen. Ich werde Ihnen nachher ein Verzeichnis dazu noch abgeben.

Zivilschutz ist in erster Linie Selbstschutz und basiert auf der Eigenverantwortung der Gemeinden. Ich möchte das noch einmal betonen. Einen 100prozentigen Schutz kann es natürlich gar nicht geben; darüber besteht Klarheit. Unser Zivilschutz kann jedoch mit den vorhandenen Mitteln eingesetzt werden, auch wenn noch eine ganze Anzahl Einschränkungen bestehen.

Gestatten Sie mir zum Schluss, hier eine nicht unbekannte Zivilschützerin zu zitieren, nämlich Frau Peyer-von Waldkirch: «Heute haben wir noch Zeit, uns das Rüstzeug für Notzeiten zu holen. Sollten wir einmal vom Unheil betroffen werden, so ist es dafür zu spät. Es geht auch hier um die Vorsorge, um den Schutz und die Hilfe für uns und unsere Familien, für unsere Mitmenschen und das Land, das unsere Heimat ist.» Dieses Zitat ist erst 18 Jahre alt.

Ich lade Sie ein, auch in unseren Gemeinden, in unseren Regionen Vertrauen zu unserem Zivilschutz zu säen; denn unser Zivilschutz verdient es, von allen Politikern unterstützt zu werden, auch von Frau Vannay und Herrn Braunschweig. Ich bitte Sie, den drei Anträgen unserer Kommission Ihre Zustimmung zu geben.

Bundesrat Friedrich: Der Zivilschutz ist letztlich die Antwort auf eine Bedrohung. Über diese Bedrohung sehr viele Worte zu verlieren, erübrigt sich wahrscheinlich. Wir kennen sie. Wir wissen auch, dass die Zivilbevölkerung in den bewaffneten Konflikten unseres Jahrhunderts zum Hauptbetroffenen geworden ist. Ziel aller unserer Sicherheitsanstrengungen, zu denen eben auch der Zivilschutz gehört, ist es, unserem Lande die Selbstbestimmung zu erhalten, d. h. die Möglichkeit, die eigenen Angelegenheiten selber zu ordnen. Die Erhaltung des Friedens kann von dieser Bewahrung der Selbstbestimmung nicht getrennt werden. Friede und Freiheit gehören nach unserer Auffassung zusammen. Im Rahmen dieser Sicherheitsbemühungen stellt die Armee das eigentliche Machtmittel dar. Demgegenüber hat der Zivilschutz das Überleben der Bevölkerung zu sichern.

Man kann sich nun fragen – und Herr Braunschweig hat diese Frage sehr pointiert gestellt –, ob angesichts der heute vorhandenen Massenvernichtungsmittel ein Schutz überhaupt noch möglich sei. Vorerst gilt es – und das haben bereits die Sprecher der Kommission getan –, vor der Illusion eines absoluten Schutzes zu warnen. Einen solchen absoluten Schutz gab es nie und wird es auch in Zukunft nicht geben. Darüber gibt die Zivilschutzkonzeption 71 ehrlich und offen Auskunft.

Was jedoch auch heute möglich ist, das ist eine ganz wesentliche Minderung der Folgen eines Waffeneinsatzes. Durch geeignete Schutzmassnahmen können diese Folgen reduziert werden, und damit erfüllt der Zivilschutz auch ganz deutlich eine humanitäre Aufgabe. Es gibt eben nicht nur – Herr Braunschweig – einfach den totalen Atomkrieg. Das ist eine völlig einseitige Darstellung der politischen Wirklichkeit. Sie wissen so gut wie ich, dass in diesem Europa auf beiden Seiten ganz gewaltige konventionelle Streitkräfte zur Verfügung stehen. Diese Streitkräfte können eingesetzt werden, auch wenn Sie und Ihresgleichen davon in der Regel keine Kenntnis nehmen und mit Ihrer Schwarzmalerei bezwecken, alle unsere Verteidigungsanstrengungen als überflüssig erscheinen zu lassen. Die Gründe dafür lasse ich hier dahingestellt.

Der Zivilschutz ist auch keine Alternative zu politischen Bemühungen zur Friedenssicherung. Das ist eine völlig unsinnige Gegenüberstellung. Es braucht beides, und Sie wissen ebenfalls so gut wie ich, dass unser Land auf politischem Felde alles tut, was ihm möglich ist, um dem Frieden zu dienen.

Dass sich – umgekehrt – der Mensch in der Bedrohung tatsächlich schützen will, zeigen die Erfahrungen etwa aus dem Libanon, wo man das mit allen möglichen Mitteln auch behelfsmässig versucht; das zeigen uns die zahllosen Anfragen, die aus dem Ausland bei uns eingehen. Besonders bezeichnend scheint mir zu sein, dass nun auch Frankreich,

das sich bisher immer auf seine nukleare Abschreckung verlassen hat, zu Zivilschutzmassnahmen greift und versucht, einen Zivilschutz aufzubauen.

Nun zum heutigen Ausbaustand: Mit dem vorliegenden Bericht will Ihnen der Bundesrat zeigen, und zwar in aller Offenheit, wo wir heute stehen. Es ist klar hervorzuheben, dass der Zivilschutz heute und noch auf Jahre hinaus in einer Aufbauphase steht. Wir sind noch nicht fertig, und es sind daher notwendigerweise noch Lücken vorhanden. Ich mache Ihnen da überhaupt nichts vor. Wir haben aber weder den Apparat noch das Geld, um die Lücken innert kurzer Frist zu schliessen. Gleichzeitig wollen wir Ihnen mit diesem Bericht aber auch zeigen, was bisher bereits erreicht worden ist.

Der Zivilschutz hat heute einen Stand erreicht – und das darf man ohne Übertreibung sagen –, der die Verteidigungsbereitschaft unseres Landes ganz wesentlich steigert. Auch wenn wir also noch Lücken feststellen müssen, so ist umgekehrt festzuhalten, dass die baulichen, die organisatorischen, die ausbildungsmässigen Investitionen, welche bereits vorhanden sind, in einem Ernstfall zum Tragen gebracht werden können.

Es ist überdies eine Pflicht aller Verantwortlichen – das gilt für die Armee genau gleich wie für den Zivilschutz –, die vorhandenen, knappen Mittel optimal einzusetzen. Herr Humbel hat in diesem Zusammenhang die Wünschbarkeit des Ortsfunkes angesprochen. Ich teile diese Auffassung durchaus. Es ist einfach eine Frage des Geldes und letzten Endes der Prioritäten: Was kommt zuerst?

Eine unserer wesentlichsten Sorgen sind die relativ grossen Unterschiede im Aufbau von Kanton zu Kanton, und innerhalb der Kantone von Gemeinde zu Gemeinde. Es gibt Kantone, für welche heute für über 90 Prozent der Bevölkerung ein Schutzplatz vorhanden ist, und es gibt andere Kantone, bei denen für weniger als 50 Prozent ein Schutzraum vorhanden ist.

Unser Zivilschutz ist föderalistisch aufgebaut; er betont in starkem Masse die kantonalen Kompetenzen, er betont auch die Gemeindeautonomie, und er betont die Selbstverantwortung jedes einzelnen. Die Teilung der Verantwortung führt nun aber zwangsläufig dazu, dass dem Zivilschutz bis zu einem gewissen Grade – im Gegensatz zur Armee – die hierarchischen Strukturen fehlen. Das hat wiederum zur Folge, dass die Schaffung von Motivation weniger durch Befehle als durch (vor allem) finanzielle Anreize, und gelegentlich auch durch gutes Zureden erfolgen muss. Deutlich ergibt sich überdies aus den Statistiken, dass der Ausbaustand namentlich in den finanzschwachen und in jenen Kantonen noch zu wünschen übrig lässt, in denen die Zivilschutzpflicht erst mit der Gesetzesänderung aus dem Jahre 1978 auf die Gemeinden unter 1000 Einwohnern ausgedehnt worden ist.

Es geht nun zweifellos darum, diese Ungleichheiten so rasch wie möglich einigermassen auszugleichen. Der Bundesrat steht daher der von der Kommission zur Beratung dieses Berichtes eingebrachten Motion zur Vereinheitlichung der Beitragssätze an öffentliche Schutzräume und Schutzanlagen sowie zur grösseren Auffächerung dieser Beiträge positiv gegenüber. Er glaubt mit der Kommission, dass damit eine gewisse Voraussetzung für die Behebung dieser Unterschiede geschaffen werden kann.

Ich möchte aber betonen, dass der Ausgleich dieser Unterschiede nicht nur Sache des Bundes, sondern auch Sache der betreffenden Kantone ist. Die Verantwortlichkeit der Kantone ist da mit aller Deutlichkeit zu unterstreichen.

Die Kommission Aufgabenteilung, die sich unter anderem auch mit der Revision des Zivilschutzgesetzes befasst, hat die Forderung der Kommission Zivilschutzbericht durch eine entsprechende Gesetzesänderung bereits im wesentlichen erfüllt. Ich werde Ihnen in jenem Zusammenhang empfehlen, die entsprechende Gesetzesänderung zu akzeptieren, womit dann die Motion gegenstandslos würde.

Und nun gestatten Sie mir noch ein paar Bemerkungen zu einzelnen Aspekten: Ich möchte hier einmal darauf hinweisen, dass der Zivilschutz von den Kantonen schon verschied-

dentlich mit Erfolg zur Hilfeleistung bei Katastrophen eingesetzt worden ist und dass er sich dort bewährt hat, wie etwa bei Überschwemmungen in den Kantonen Bern, Uri, Tessin, die sich in den letzten Jahren ereigneten oder etwa bei Lawinenkatastrophen in den Kantonen Wallis und Graubünden. Aber bereits beim Flugzeugabsturz in Hochwald im Jahre 1973 oder bei der Dürreperiode im Jahre 1976 praktisch in der ganzen Schweiz hat sich der Zivilschutz bewährt.

Wir sind der Auffassung, dass der Zivilschutz mit seinen Mitteln bei solchen Einsätzen ein geeignetes Element zweiter Staffel ist. Und der Bundesrat begrüsst es natürlich, wenn die Kantone bei solchen Gelegenheiten von den Zivilschutzmöglichkeiten Gebrauch machen.

Der Zivilschutz benötigt insgesamt 100 000 Frauen zur Auffüllung seiner Bestände. Wir haben heute etwa 20 000. Der notwendige Ausbau muss auf freiwilliger Basis erfolgen. Wir denken nicht an ein Obligatorium. Man hat vor 15 Jahren im Einvernehmen zwischen Bund und Kantonen mit der Ausbildung einerseits bei der Basis und andererseits beim Ortschaften begonnen. Daraus ergaben sich zwangsläufig vorerst einmal Lücken. Heute sind diese Lücken teilweise noch nicht ganz geschlossen. Im wesentlichen geht es nun darum, dass die Kaderaus- und Weiterbildung vertieft wird, und dass vor allem die jährlichen Übungen – sozusagen die Wiederholungskurse – auf Gemeinde- und Kantonsstufen entschieden verbessert werden. Die Ausgaben für die Ausbildung sind in starkem Wachsen begriffen; Sie sehen das aus der Graphik auf Seite 38 der Botschaft.

Der Bundesrat ist der Auffassung, dass die für den Ausbau des Zivilschutzes benötigten finanziellen Mittel sich mit Rücksicht auf die Finanzlage des Bundes ungefähr im bisherigen Rahmen halten müssen. Damit muss aber in Kauf genommen werden, dass ein Vollausbau erst gegen das Jahr 2000 möglich sein wird. Wenn man früher fertig werden will, so kostet das den Bund und auch die Kantone einfach entsprechend mehr Geld.

Und damit komme ich nun zum Postulat der Kommission. Ich begrüsse selbstverständlich den grossen Einsatz dieser Kommission für die Belange des Zivilschutzes und ich bin vor allem den Kommissionssprechern dankbar, dass sie diese Sorge sehr stark in den Vordergrund gestellt haben. Ich sehe aber zurzeit nicht, woher die zusätzlichen finanziellen Mittel kommen sollten. Das Parlament – Ihr Parlament – hat am Budget 1984 ganz wesentliche Abstriche vorgenommen. Sie haben auch die Sparparole bekräftigt (am letzten Montag, vielleicht erinnern Sie sich noch daran). Der Bund kann nun nicht im Allgemeinen sparen und in jedem Einzelfall dann grosszügig sein; das wäre pure finanzielle Schizophrenie.

Der Zivilschutz ist vorläufig von den Sparübungen verschont worden, aber aufstocken können wir nicht. Eher werden angesichts der wiederum von Ihnen verlangten weiteren 150 Millionen an Einsparungen auch hier Abstriche erfolgen müssen. Sie haben das befohlen; wir sind eine gehorsame Regierung, wir werden das tun. Aber wundern Sie sich bitte dann nicht über die Resultate. Konsequenterweise muss ich daher auch Punkt 2 des Postulates ablehnen, der nämlich zwangsläufig mit Mehrausgaben verbunden wäre, und zwar für den Bund in der Grössenordnung von 30 bis 40 Millionen pro Jahr. Sagen Sie mir bitte, woher ich sie gegebenenfalls nehmen soll. Sie können diesen Punkt 2 des Postulates meinetwegen überweisen. Sie verbreiten damit in der schweizerischen Politik eine weitere Illusion, denn ohne Geld kann man diesem Postulat nicht nachkommen.

Sollten einmal mehr Mittel zur Verfügung stehen, könnte man allenfalls auf diesen Punkt zurückkommen. Punkt 1 und 3 dieses Postulates nehme ich entgegen.

Ein weiterer Punkt: Es sind hier die immer kürzer werdenden Vorwarnzeiten angesprochen worden. Unter diesem Gesichtspunkt ist natürlich eine rasche Einsatzbereitschaft des Zivilschutzes von grosser Bedeutung. Es müssen dafür vor allem auf seiten des Aufgebotswesens organisatorische Voraussetzungen geschaffen werden. Es stellt sich natürlich nun noch die Frage, ob die Eigentümer verpflichtet werden

können, eine minimale Schutzraumeinrichtung vorsorglich bereitzustellen, wie es das Postulat von Herrn Nationalrat Bratschi verlangt. Die Grenzen für die Bereitschaft liegen aber im Milizsystem und in der Friedensnutzung unserer Schutzräume.

Zum Schluss noch eine Bemerkung über den Informationsstand der Bevölkerung. Ich bin mit den Sprechern der Kommission durchaus einverstanden, dass dieser Informationsstand bezüglich Aufgabe, Ausbau, Funktion des Zivilschutzes noch nicht zu befriedigen vermag. Da hat Herr Nationalrat Landolt durchaus recht.

Die Hauptschwierigkeit liegt aber wohl darin, dass der Mensch eben mit Vorliebe alle für ihn wenig erfreulichen Umstände verdrängt und daher auch von den Aufgaben des Zivilschutzes nicht sehr gerne Kenntnis nimmt. Durch Einbezug von Teilen der Bevölkerung in Übungen, durch die Bekanntgabe von Zuweisungen der Schutzräume und auch durch die Veröffentlichung des Zivilschutzmerkblattes in den Telefonbüchern sind jetzt weitere Anstrengungen zur Information der Bevölkerung unternommen worden. Ich hoffe natürlich auch, dass diese Debatte in der Presse das entsprechende Echo findet.

Ich danke der Kommission für ihren Einsatz; ich hoffe, dass dieser Früchte tragen wird, und ich bitte Sie, vom Bericht Kenntnis zu nehmen.

Le président: Le débat est ainsi terminé. La commission vous fait trois propositions: la première, c'est de prendre acte du rapport. Il n'est pas fait d'autre proposition, nous avons donc pris acte du rapport intermédiaire sur la protection civile. Ensuite, la commission vous propose un postulat en trois points: le Conseil fédéral accepte les points 1 et 3 mais s'oppose au point 2 qui prévoit de parvenir à l'état recherché en 1995 au lieu de l'an 2000. J'oppose donc la proposition de la commission à celle du Conseil fédéral.

Postulat

Ziff. 2 – Ch. 2

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	19 Stimmen
Für den Antrag des Bundesrates	71 Stimmen

Ziff. 1 und 3 – Ch. 1 et 3

Überwiesen – Transmis

Pétition der Gemeinde Enges betreffend Zivilschutz in den Gemeinden mit weniger als 1000 Einwohnern

Pétition de la commune d'Enges concernant la protection civile dans les communes de moins de 1000 habitants

Le président: En ce qui concerne la pétition de la commune d'Enges, la commission propose de prendre connaissance de cette pétition sans y donner suite. Il n'est pas fait d'autre proposition. Vous en avez ainsi décidé.

Genehmigt – Approuvé

Abschreibung – Classement

80.451 Postulat Humbel
Zivilschutzkonzeption 1971. Zwischenbericht
Conception 1971 de la protection civile.
Rapport intermédiaire

Abgeschrieben – Classé

Zivilschutz. Zwischenbericht

Protection civile. Rapport intermédiaire

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1983
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	11
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	83.004
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	15.12.1983 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1809-1820
Page	
Pagina	
Ref. No	20 012 057

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.